



CTL du 5 avril 2016

Déclaration de boycott

Monsieur le Président,

Ne nous leurrons pas. Si vous convoquez ce comité aujourd'hui, ce n'est sûrement pas pour recueillir notre avis sur vos projets de fermer trois trésoreries supplémentaires au 1er janvier 2017. Notre avis sur la question, vous le connaissez et de toutes façons, vous n'en avez que faire.

Si vous convoquez ce comité aujourd'hui, c'est uniquement dans le cadre d'un simulacre de dialogue social, qui vous contraint à mener une « phase de concertation » en avril. Actez tout de suite notre opposition ferme et résolue à toute réduction de la présence de nos services dans notre département. Fin de la concertation – fermez le ban.

A quand une vraie phase de concertation pour examiner les besoins de nos usagers sur notre territoire ? A quand une vraie phase de concertation pour examiner les besoins des services pour remplir pleinement leurs missions ? A quand une vraie phase de concertation pour examiner les besoins des collègues pour qu'enfin leurs conditions de travail et de vie au travail cessent de se dégrader ?

Mais pour cela, il faudrait parler « arrêt des suppressions d'emplois » - « arrêt des réductions budgétaires ». Le gouvernement et Bercy choisissent d'éluder résolument ces sujets et répondent « fermetures - concentrations - simplifications - dématérialisation ».

Vous déclinez tout cela au niveau local. Avec ou sans état d'âme, peu importe : vous êtes responsable des propositions que vous faites et des décisions que vous prenez, qui entraînent, chaque fois un peu plus le retrait du service public, de notre service public, dans notre département.

A court terme, c'est bien la question de la survie de notre DGFIP qui se pose clairement aujourd'hui.

Pour qui ? Pour quoi ? Au nom de quoi ?

Les politiques d'austérité menées dans toute l'Union Européenne ont le même objectif : enrichir les plus riches pour faire payer toujours davantage la prétendue crise aux salariés, privés d'emplois et retraités.

En France, ce n'est pas contre la finance et le chômage que les dirigeants œuvrent mais contre l'emploi et les salariés du privé et du public.

Les suppressions d'emplois dans la Fonction Publiques financent des milliards d'euros de cadeaux aux entreprises qui continuent le saccage de l'emploi et demandent toujours plus de cadeaux, de souplesse, toujours moins de charges, toujours moins de droits pour les salariés.

Le gouvernement acquiesce en s'en prenant au statut de la fonction publique et au code du travail, deux piliers de la protection des salariés. Ceux qui luttent contre cette politique sont criminalisés.

Une grande partie des cadeaux (CICE et autres) vont dans les poches des actionnaires qui s'empressent d'aller voir leurs banquiers ou d'autres officines spécialisées dans l'évasion fiscale, dont les effectifs explosent pendant que le pouvoir supprime massivement des emplois dans notre administration chargée de la lutte contre la fraude fiscale. Des centaines de milliards d'euros échappent ainsi à l'impôt et grèvent les budgets de la collectivité.

La cerise sur le gâteau, celui que se partage les 1% des plus riches possédant plus de la moitié des richesses, c'est le « prélèvement à la source ». Ce dernier, présenté comme une simple mesure technique de simplification est, en fait, la privatisation du prélèvement de l'impôt. en le donnant, clef en main, aux banques ou aux entreprises, c'est-à-dire à ceux qui organisent la fraude fiscale ou en sont, pour certains, les clients.

Nous le savons tous : de l'argent il y en a ! Il suffit juste d'avoir la volonté politique de le récupérer.

Et c'est bien tout le contraire que ce gouvernement fait aujourd'hui en s'attelant au démantèlement de la fonction publique grâce à la MAP post RGPP, les rapports Pêcheurs et autres, le PPCR et le RIFSEEP. Dans tous les cas, il s'agit de casser les freins que sont nos statuts, nos droits et garanties, pour faciliter la casse de l'emploi public, de la fonction publique et de ses missions.

Aujourd'hui, la grande réforme territoriale et sa loi Notré sont à la fois un alibi et un outil supplémentaire pour détruire un peu plus et un peu plus vite notre administration. La création des super régions, des métropoles, de groupements de communes toujours plus importants aboutit au recul du rôle de l'Etat et à l'affaiblissement des politiques publiques.

Un département pauvre et rural comme le notre a, de toute évidence, bien plus à y perdre que la moyenne.

Le constat est alarmant. Pour la CGT, l'heure n'est pas aux « concertations » convenues et stériles. Pour la CGT, l'heure est à la lutte pour maintenir un service public de qualité et de proximité, qui réponde aux besoins de tous les citoyens et usagers et en particulier des plus démunis.

A ce titre, nous sommes résolument contre les fermetures de Condé, La Fère et Vic sur Aisne. Chaque fermeture, chaque restructuration appelle la suivante : il faut en finir avec le cercle vicieux « suppressions d'emplois et réduction de budget engendrent fermetures et concentrations et vice versa l'année suivante ».

Nous sommes par ailleurs totalement consternés par votre projet de ne pas ré-ouvrir les SIP les mercredi et vendredi pendant la campagne IR. Vous voulez quoi ? Des émeutes ? Ah non bien sur ... probablement juste « désintoxiquer les usagers du guichet » ... quitte à ce que les agents se fassent lyncher ... et que les usagers se trouvent dans l'incapacité de remplir leurs obligations fiscales. Si cela vous a échappé, nous vous signalons que le dernier jour de campagne est un mercredi, et ce jour là, sur votre décision unilatérale et coercitive, les services sont fermés l'après-midi, ou pire, la journée entière, comme à Saint-Quentin, le plus gros SIP du département.

Si vous ne revenez pas sur cette décision, la CGT se chargera de dénoncer ce scandale par voie de presse et par communication directe auprès des usagers.

... mais force est de constater qu'au moins à Soissons, les agents de la cellule accueil ont reçu l'instruction de continuer à faire du CSP, y compris pendant la campagne de réception. Alors, si les usagers trouvent portent close, ça n'en serait que mieux, n'est-ce pas ? Il semble que sur ce point, M. Cathala, chef du pôle Gestion Fiscale nous ait fait un gros mensonge lors du dernier CTL, affirmant en séance qu'effectivement le CSP ne faisait pas partie des missions des agents d'accueil ... tout en ayant préalablement suggéré et validé le fait qu'ils en fassent ... Encore un point à mettre au crédit d'un « dialogue social local franc, loyal et constructif » !

Laon, le 5 avril 2016